

TRAVAILLEURS DU MÉDICO-SOCIAL

« NOTRE EXCLUSION DU PLAN SÉCUR EST UNE HUMILIATION »

Au centre hospitalier Régnier de Rennes, tous sont en première ligne. Mais un corps de soignants, pourtant au plus près des malades, et pour beaucoup déjà au bas de l'échelle salariale, reste exclu de la revalorisation de 183 euros. Reportage sur le piquet d'une grève qui s'amplifie pour exiger l'égalité de traitement.

« Ici, pas d'augmentations de salaire, mais des diminutions d'effectifs. » La banderole à l'entrée de la maison d'accueil spécialisée (MAS) de Thorigné-Fouillard, à la lisière de Rennes (Ille-et-Vilaine), plonge d'emblée dans le bain de la colère. Les pavillons accueillant 160 patients souffrant de graves pathologies psychiatriques et de polyhandicap se fondaient jusqu'ici dans le paysage verdoyant. Mais ce havre de soins, proche d'un centre équestre, est secoué depuis plusieurs semaines par une lutte faisant suite à la parution d'un décret, le 19 septembre. Celui-ci exclut expressément les personnels de la sphère médico-sociale du complément de traitement indiciaire de 183 euros par mois décidé lors du Ségur de la santé. Un choc pour les 330 aides-soignants, aides médico-psychologiques ou infirmières attachés à ce secteur au sein du centre hospitalier Guillaume-Régnier (dont la MAS fait partie - NDLR).

« Tous ceux qui portent cette blouse souffrent ! explose Françoise, en tirant sur son vêtement immaculé. Je suis veuve avec deux enfants, je gagne 1600 euros net, donc oui, j'aurais eu besoin de cette revalorisation ! Je mérite d'avoir cette somme comme n'importe quelle aide-soignante. Tout cela me perturbe. Parfois, je n'ai plus le courage de venir. Je le fais pour les résidents. Mais, même si les cadres pleurent parce qu'il manque quelqu'un, je n'irai plus travailler avec mon fils qui a 40 de fièvre, ça, c'est fini ! »

Depuis fin septembre, la protestation monte dans la structure. Les équipes de nuit, ultramobilisées, ont été rejointes par une majorité de celles de jour. Une

soignante garde ainsi en permanence ce mantra revendicatif collé sur son habit blanc : « Sous-effectif + sous-patients + sous-soignants = - 183 euros. » Le 10 novembre, Ludovic, aide-soignant en accueil de jour et gréviste, reçoit en main propre son assignation à son poste de la part d'une cadre. Il la glisse dans sa poche sous l'œil attentif d'un jeune patient qui l'incite à revenir s'occuper de lui. « Il y a un distinguo inadmissible opéré entre les agents, déplore-t-il. L'ouvrier qui est affecté ici mais d'astreinte sur le centre hospitalier n'aura pas le droit à cette augmentation non plus ! Mais demain, si je retourne sur le site de Guillaume-Régnier, je pourrai la toucher ! Qu'est-ce que cela renvoie aux familles des personnes handicapées ? Que les soignants du médico-social sont moins performants, moins qualifiés ? » À l'instar de nombreux collègues, il a adressé un courrier à la direction afin de changer de poste.

Cette stigmatisation salariale vient se superposer à des années de sous-effectif dans ce secteur, parent pauvre de la santé.

« J'ai fait les toilettes avant les soins ce matin. Nous ne sommes plus que quatre infirmières pour deux maisons. On avait déjà du mal à recruter, qui voudra travailler pour 200 euros de moins ? »

Attachés aux maisons d'accueil spécialisées dépendant de l'hôpital, ils gèrent l'impact du Covid sur des patients atteints de pathologies lourdes. L'injustice est vécue comme « un coup de bambou ».

Cécile, infirmière également en lutte, a fini par exercer, comme tout le monde sur place, à peu près tous les métiers. « J'ai fait les toilettes avant mes soins ce matin, car une aide-soignante était absente. Avant, il y avait cinq infirmières pour une maison, nous ne sommes plus que quatre pour deux maisons, c'est bien speed. Je ne vois pas en quoi mon travail est moins pénible que celui d'une infirmière à l'hôpital. Nous sommes aussi en première ligne, trois d'entre nous ont eu le coronavirus. Le Ségur devait encourager les jeunes à venir, c'est tout le contraire qui va se produire. On avait déjà du mal à recruter, mais qui voudra travailler pour 200 euros de moins ? »

« ON NE PEUT PAS LAISSER TOMBER »

Dans le pavillon des Camélias où vivent les patients les plus lourds, depuis le premier confinement les bras manquent aussi l'après-midi. Chaussée de Crocs bleu ciel, Noémie, aide-soignante, détaille d'un filet de voix les répercussions sur les résidents. « On commence les repas plus tôt, vers 17h30. Nous avons des personnes vieillissantes qui ont besoin de temps pour manger. Ça devient compliqué de faire des activités, d'aller chercher des vête-

PHOTOS : THIERRY PASQUET

